

Convention collective régionale
IDCC : 1384. – VINS DE CHAMPAGNE
(9 juillet 1985)

(Etendue par arrêté du 6 juin 1986,
Journal officiel du 28 juin 1986)

ACCORD DU 27 AVRIL 2011
RELATIF AUX TRAVAUX DE VENDANGES

NOR : ASET1150996M
IDCC : 1384

Entre :

L'UMC,

D'une part, et

La CFDT ;

L'ISC CGT ;

La CGT-FO Champagne ;

La FRAACA CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article B 316

Organisation du travail pendant les vendanges

Chaque vendange revêt un caractère exceptionnel en raison des exigences qualitatives de l'appellation champagne. Cette période est également déterminante pour l'activité présente et future des entreprises et donc de leurs salariés.

Dans ces circonstances exceptionnelles, l'organisation du travail de tous les salariés occupés aux travaux de vendanges suppose des aménagements indispensables. Les travaux de vendanges s'entendent des activités, depuis les préparatifs jusqu'à la première fermentation incluse, réalisées pendant la période officielle des vendanges telle que fixée par arrêté préfectoral ou par dérogations individuelles conformément aux dispositions de l'article D. 645-6 du code rural et de la pêche maritime.

L'employeur doit veiller au respect des mesures d'hygiène et de sécurité et les adapter, le cas échéant, aux circonstances de la vendange.

1. Pendant la période officielle des vendanges, la durée maximale de travail effectif hebdomadaire fait l'objet d'une dérogation collective accordée par la direction régionale des entreprises, de la

concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi, sur la demande de l'UMC formulée en vertu des dispositions des articles L. 713-13 et R. 713-31 et suivants du code rural et de la pêche maritime. Cette durée est portée :

- à 72 heures par semaine pour tous les salariés, quelle que soit leur affiliation aux régimes de protection sociale (sécurité sociale ou MSA), occupés aux travaux de vendanges (notamment, chargement, transport, réception des raisins et des moûts, pressurage, lancement et surveillance des fermentations, services aux vendangeurs, régie, cuisines, etc.) à l'exception des cueilleurs et débardeurs dans la vigne ;
- à 66 heures par semaine pour les cueilleurs et débardeurs dans la vigne.

Les entreprises qui entendent user de cette dérogation doivent consulter le comité d'entreprise ou, à défaut, les délégués du personnel.

Conformément aux dispositions de l'article B 313 de la présente convention, les heures supplémentaires réalisées par les salariés occupés aux travaux de vendanges ne s'imputent pas sur le contingent annuel d'heures supplémentaires et n'ouvrent pas droit à une contrepartie obligatoire en repos. Ces heures donnent lieu aux majorations légales.

Le paiement de chaque heure supplémentaire réalisée au-delà de 60 heures hebdomadaires peut être remplacé, en tout ou partie, à la demande du salarié, par un repos compensateur équivalent. Pour calculer la durée de ce repos, il est tenu compte d'une majoration de temps identique à celle prévue pour la rémunération des heures supplémentaires. Ainsi, en cas de remplacement total, le paiement de chaque heure supplémentaire réalisée au-delà de la 60^e est remplacé par un repos équivalent majoré de 50 %, soit 1 h 30. En cas de remplacement partiel, chaque heure supplémentaire est remplacé par un repos équivalent et la majoration donne lieu à paiement.

Les heures de repos compensateur prennent la forme, en accord avec l'employeur, de réduction d'horaire ou de congé supplémentaire. Leur date est fixée d'un commun accord.

2. Conformément à l'article B 313 de la présente convention, la durée quotidienne maximale de travail effectif des salariés occupés aux travaux de vendanges, quelle que soit leur affiliation aux régimes de protection sociale (sécurité sociale ou MSA), peut être portée à 12 heures. L'UMC en informe préalablement la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi.

3. Le repos hebdomadaire des salariés occupés aux travaux de vendanges, quelle que soit leur affiliation aux régimes de protection sociale (sécurité sociale ou MSA), peut leur être attribué par roulement pendant la période officielle des vendanges.

Pendant cette période, leur repos peut être également suspendu dans les conditions prévues à l'article L. 714-1 V du code rural et de la pêche maritime. Dans ce cas, ils bénéficient d'un repos compensateur, d'une durée égale au repos supprimé, qui est pris dans la semaine de travail suivant la fin des travaux de vendanges.

4. Pendant la période officielle des vendanges, il peut être dérogé à la durée légale minimale de repos quotidien des salariés occupés aux travaux de vendanges, quelle que soit leur affiliation aux régimes de protection sociale (sécurité sociale ou MSA). Cette dérogation ne peut avoir pour effet de réduire la durée de ce repos en dessous de 9 heures. Le repos non pris donne lieu à l'attribution d'un repos d'une durée équivalente.

Accord tripartite du 27 avril 2011.

(Suivent les signatures.)